

pendant la période de migration vers l'amont, du 1^{er} octobre au 31 décembre. Une condition à cela : la poursuite de contrôles fréquents et l'application des sanctions prévues par la Loi en cas d'infraction, au moins pendant cette période critique.

- Cette solution s'appliquerait tant aux lamproies et anguilles qu'aux salmonidés. Elle serait nettement plus favorable à la sauvegarde et à la restauration des stocks résiduels de ces différentes espèces menacées que celles prévues par le Décret de concession du 13/05/1961.

Dans tous les cas de figure, avoir présent à l'esprit que la survie du stock saumon de l'Ellé est gravement menacée à court terme. Il y a urgence à sauvegarder le meilleur du potentiel de reproduction naturelle, précisément le BV de l'Aër .

V. Récapitulatif des aménagements proposés

V.a. Concernant la dévalaison des poissons migrateurs

- Remplacer l'obligation faite à l'exploitant de mise en place des grilles de protection de dévalaison des smolts et autres poissons migrateurs, du 15 avril au 31 mai, par l'obligation de mise en place permanente des grilles de dévalaison des poissons migrateurs afin de couvrir efficacement la période de dévalaison des smolts, celle des anguilles et d'empêcher en tous temps l'intrusion des autres espèces vers les turbines.
- Obligation corrélative à l'exploitant d'ouverture permanente de la vannette alimentant l'exutoire (trappe) de dévalaison des poissons migrateurs ainsi que du maintien du dispositif permettant d'amortir la chute des poissons (matelas d'eau)
- Modifier corrélativement les textes réglementant ces éléments spécifiques de l'exploitation de l'usine hydroélectrique, de sorte que l'obligation de moyen instituée par le décret de concession du 13 mai 1961 permette d'atteindre l'obligation permanente de résultat prévue par la Loi (article L432-6).

V.b. Concernant la montaison des poissons migrateurs:

- Outre le respect par l'exploitant des obligations légales en matière de débit minimum laissé au cours d'eau principal, mise en demeure de l'exploitant de respecter strictement l'obligation qui lui est faite par le cahier des charges de levée totale de la vanne alimentant la passe à poissons pendant 6 heures consécutives par cycle de 24 heures et de son obligation biologique de résultat (je ne comprends pas cette phrase + demander que les horaires liés à cette obligation soient précisés).
- Instituer l'obligation d'un arrêt biologique de l'usine du 1er octobre au 31 décembre, période de migration des saumons et truites vers les zones de reproduction situées à l'amont du barrage ou, à défaut, un débit réservé minimum au moins égal à 800 l/s permettant sur toute cette période la migration des salmonidés.
- Modifier corrélativement les textes réglementant ces éléments spécifiques de l'exploitation de l'usine hydroélectrique, de sorte que l'obligation de moyen instituée par le décret de concession du 13 mai 1961 permette d'atteindre l'obligation permanente de résultat prévue par la Loi (article L432-6).
- Mise en place d'un dispositif de franchissement permettant la migration des anguilles vers l'amont du bassin versant

